

HAITI : Mise à jour de la Sécurité Alimentaire

Février 2010

Résumé exécutif

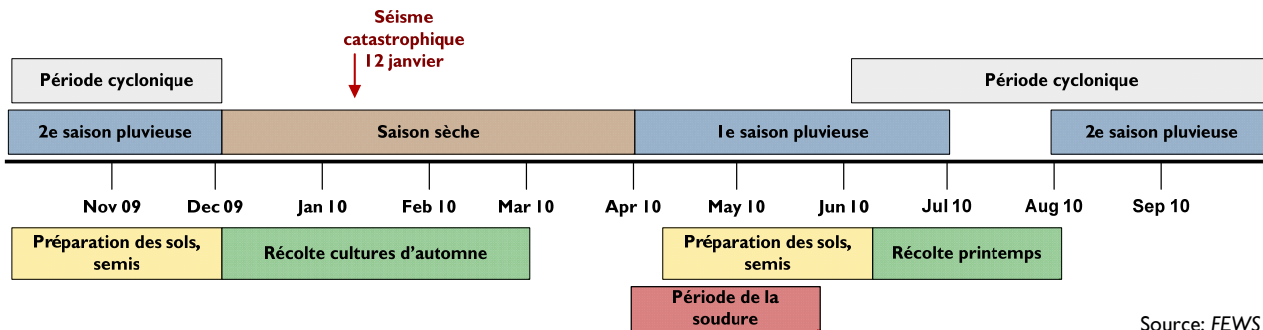
- La sécurité alimentaire courante, qui s'était rapidement détériorée suite au séisme du 12 janvier, s'est améliorée grâce aux aides d'urgence, à l'augmentation des transferts et à la reprise des petits emplois, du petit commerce et des activités de *cash-for-work*. Les conditions courantes étant très fluides, la CNSA et FEWS NET estiment provisoirement à 2,5 millions de personnes en insécurité alimentaire sévère dont plus d'un million nécessitent une aide alimentaire et/ou non-alimentaire d'urgence. Les personnes en insécurité alimentaire se retrouvent surtout dans l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince (AMP), le Nord-Ouest et les zones de montagnes inaccessibles et dégradées.
- Concernant la disponibilité alimentaire, on notera la distribution massive de riz dans le cadre de l'aide d'urgence (environ 10.000 Tonnes) au cours des deux dernières semaines surtout dans l'AMP. L'approvisionnement des marchés en aliments locaux de base se fait bien ; l'approvisionnement commercial des aliments importés tel le riz est insuffisant, ce qui risque de créer des pénuries et de fortes hausses de prix les mois à venir.
- La saison de printemps qui commence en mars-avril et qui contribue pour au moins 60 pourcent de la production nationale devrait améliorer les approvisionnements locaux et réduire les prix des aliments de base en juin-juillet, pour autant qu'il n'y a pas de flambée de prix sur le marché mondial. Les mois de soudure d'avril-mai seront très durs cette année au cas où d'importants programmes de réponse n'auront pas encore démarré.
- En ce qui a trait à l'accès, l'impact immédiat du séisme a été la baisse de la demande effective des aliments, en raison de la baisse du pouvoir d'achat des ménages surtout dans l'AMP. Les prix des produits alimentaires de base dans la capitale tendent à se stabiliser mais ils restent supérieurs d'environ 20 pourcents à ceux de la veille du séisme.
- Les conditions d'utilisation des aliments se sont aussi améliorées par rapport aux deux premières semaines après le séisme notamment du fait de la mise en place de dispositifs de traitement d'eau en divers endroits de la capitale et d'autres villes touchées et d'une assistance médicale internationale accrue. Toutefois, le mauvais assainissement et l'insalubrité aux abords des centres de déplacés, moins d'un mois avant la saison des pluies, constituent un problème très préoccupant pour la santé (risques de maladies diarrhéiques, malaria, etc.) et la bonne utilisation des aliments dans le court et le moyen terme.
- Les mouvements de population à partir de la capitale se sont arrêtés suite à la reprise graduelle de l'activité économique et à la concentration des réponses dans l'AMP. Les personnes déplacées, que le Gouvernement estime à environ 500.000, tendent à retourner à Port au Prince.
- La vulnérabilité structurelle des ménages s'est aggravée en raison d'une perte considérable du capital physique et humain et de la détérioration de l'accès aux services sociaux de base. L'échelle et la rapidité avec lesquelles Port au Prince et les zones les plus touchées vont se reconstruire seront déterminants pour la réduction de l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité dans le moyen et le long terme.
- CNSA et FEWS NET recommandent au Gouvernement et à ses différents partenaires: 1) d'intervenir davantage pour assainir les alentours des sites de déplacés et pour amener la population à améliorer l'hygiène dans les centres d'hébergement et aux points de vente des aliments ; 2) accélérer l'approvisionnement en intrants aux agriculteurs car la période de semis arrive; 3) fournir relativement plus d'assistance non-alimentaire, en particulier les abris provisoires et l'appui psychologique aux personnes sinistrées ; et 4) préparer les plans de contingence pour la prochaine saison des pluies et des cyclones.

Ce rapport a été rendu possible grâce au support des organismes suivants:



Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les vues des organisations qui appuient la CNSA (Union Européenne, FAO, PAM) et FEWS NET (USAID).

Calendrier agricole et des événements marquants



Source: FEWS NET

Principales implications du séisme sur la sécurité alimentaire

L'analyse sommaire de la sécurité alimentaire se basera sur ses principales composantes, à savoir la disponibilité, l'accès, et l'utilisation. L'accès doit venir en premier en Haïti.

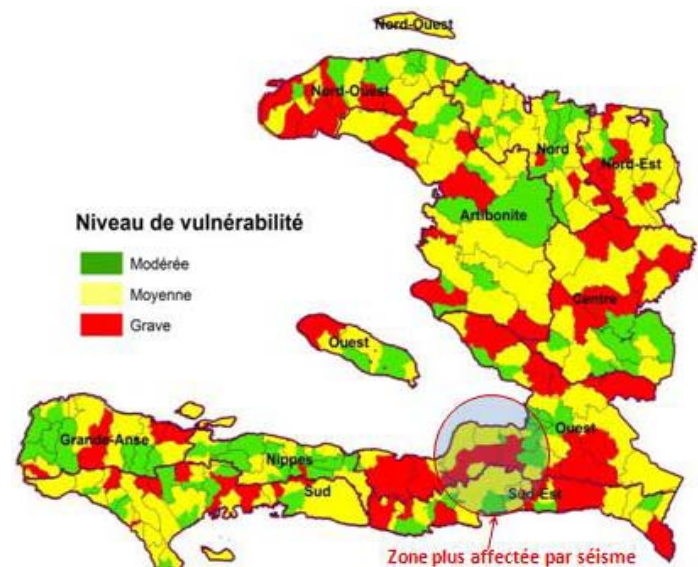
Accès aux aliments

Revenus. En milieu urbain, les gens pauvres et les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire vivent surtout du petit commerce, des petits métiers techniques et des emplois journaliers. Dans l'Aire Métropolitaine de Port-au-Prince (AMP) et d'autres villes très affectées par le séisme du 12 janvier (Jacmel, Léogane, etc.), la perte massive d'emplois, lesquels constituaient la principale source de revenus, a aggravé l'insécurité alimentaire des ménages vulnérables. Le capital productif et les emplois durables ne pourront se reconstituer qu'au prix d'un programme global de réponse à la fois considérable et soutenu ; en attendant, le pouvoir d'achat des populations reste faible et le restera pour les deux prochains mois au moins.

Le problème de faibles revenus se posait dans la majeure partie du pays, même avant le séisme du 12 janvier. Des focus groups organisés dans les départements et au niveau national, de juin à août 2009 par la CNSA et FEWS NET avaient permis d'établir que la zone métropolitaine était considérée comme la mieux pourvue en emplois et revenus, malgré les forts taux de chômage en ville (voir Figure 1). La zone métropolitaine contribuait aussi dans le transfert de ressources monétaires vers les campagnes pauvres. Les zones de montagnes dégradées qui entourent la zone métropolitaine, et qui dépendent beaucoup d'elle, étaient déjà particulièrement mal loties en termes de revenus. Il en est de même pour des zones importantes du Nord-Ouest, du Sud-Est, du Sud et des Nippes, ainsi que de la commune des Gonaïves. Cette dernière commune, située dans le département de l'Artibonite où environ 160,000 migrants fuyant la capitale serait allés (voir tableau 1), avait un faible niveau de revenus même avant le séisme.

Le petit commerce et les petits métiers (e.g. la soudure, maçonnerie, coiffure, etc.) ont graduellement repris un mois après le séisme. Des activités de *cash-for-work*, que financent notamment le PNUD et l'USAID pour nettoyer les décombres, contribuent à créer des emplois journaliers qui profitent surtout à la catégorie des pauvres. Selon les estimations du PNUD, environ 28,000 personnes ont pu bénéficier de ces emplois temporaires. Parmi les ouvriers journaliers, environ 40 pourcent seraient des femmes. L'industrie textile, qui se reconstituait vite et qui était très prometteur, fonctionnerait à environ 90 pourcent de son niveau qu'il avait atteint à la veille du séisme. Les salaires découlant de ces activités permettent aux

Figure 1 : Carte de difficulté d'accès aux revenus avant le séisme (d'après les forums départementaux, juin-août 09)



Source : CNSA/FEWS NET

Note : En raison d'une certaine subjectivité des différents forums, la comparabilité des niveaux de vulnérabilité est meilleure au sein des mêmes départements. Elle doit se faire avec beaucoup de précautions entre différents départements.

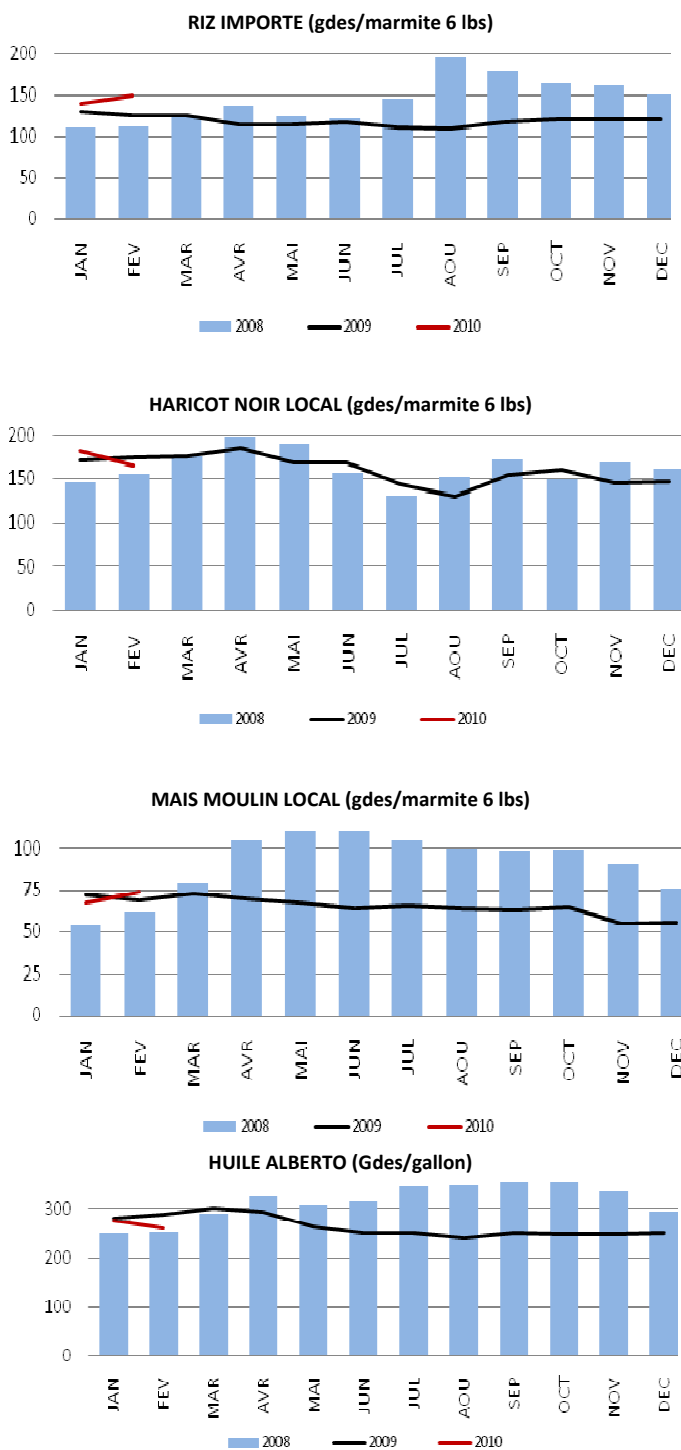
bénéficiaires de couvrir au moins en partie des besoins essentiels comme la nourriture. Il est toutefois difficile à ce stade d'estimer le nombre de gens qui travaillent, ou leur pourcentage par rapport à la situation d'avant séisme. Aussi, si les besoins de nourriture restent globalement les mêmes, les autres besoins essentiels comme le logement et l'habillement sont beaucoup plus élevés suite aux pertes causées par le séisme.

La réouverture des maisons de transferts a permis aux familles haïtiennes d'obtenir les fonds envoyés par leurs proches de l'étranger suite au tremblement de terre du 12 janvier. Les longues files d'attente devant les maisons de transferts semblent indiquer un accroissement probable des transferts d'argent dans le pays. Ceci expliquerait la baisse du dollar observée depuis les dernières semaines. Selon la Banque de la République d'Haïti, le niveau des transferts en janvier 2010 serait de 10 fois supérieur à celui de janvier 2009. De surcroît, la réouverture des banques commerciales dans l'AMP alimente la circulation monétaire et facilite l'accès aux biens et services des couches mieux loties disposant d'épargne monétaire.

En milieu rural, les modes de vie ou les emplois n'ont pas été très affectés, sauf dans la partie rurale de la zone métropolitaine de Port au Prince et des zones proches de l'épicentre comme Gressier, Léogane, Grand Goave, Petit Gonâve et Jacmel. Les perspectives d'emplois sont aussi normales, à la veille du début de la campagne de printemps. Elles pourraient même augmenter si les chantiers nécessaires à la protection des bassins versants (par le biais de programmes *cash for work* et *food for work*) et de modernisation de l'agriculture sont rapidement entrepris pour tenter de réduire l'extrême vulnérabilité du pays et la forte fréquence des désastres dans le pays. Un nouveau problème qui s'est posé en milieu rural est l'augmentation soudaine de bouches à nourrir, du fait d'une importante migration des urbains vers les campagnes (voir section déplacement plus bas). L'aide alimentaire qui a commencé dans les départements et le retour graduel à Port-au-Prince qui a commencé devrait dans les prochaines semaines alléger la charge des familles rurales hôtes, mais ce sont des investissements importants dans les départements qui à terme amélioreraient les conditions de vie là-bas et désengorgeraient la capitale.

Prix des aliments. La Figure 3 montre pour Port-au-Prince (assez représentatif des autres marchés) la tendance des prix des aliments de base avant et après le séisme. On remarque que le niveau de prix courants n'est pas alarmant, surtout comparés à ceux de 2008. Les prix actuels sont presque à leur niveau d'avant séisme. Le riz blanc, qui au cours des deux dernières semaines était distribué massivement dans l'AMP, se vend à 150 gourdes la marmite, i.e. 20 pourcent de plus que la veille du séisme. L'indisponibilité des stocks dans les magasins des grossistes de Marché de Bossales, et leur réticence à les ouvrir et à les réapprovisionner (en raison notamment des problèmes d'insécurité et de l'incertitude de la part des importateurs quant à l'évolution de la demande face à l'aide alimentaire), constitueraient la principale raison de la hausse du prix du

Figure 2 : Tendence des prix de quelques aliments de base, Croix-de-Bossales, Port-au-Prince



Source : CNSA-FEWS NET

riz blanc importé. De janvier à février 2010 seules 2,000 tonnes de riz ont été commercialement importées, soit environ dix fois moins que d'habitude. Aussi, malgré sa distribution massive, le riz blanc, ce dernier ne se retrouve pas encore tellement sur les marchés (seulement de 5 pourcent à 10 pourcent s'y retrouveraient), ce qui suggère qu'il est consommé et/ou gardés par les bénéficiaires. Si les prix sur le marché international se maintiennent, que des aides alimentaires ciblées se poursuivent, et s'il y a d'importants programmes de réponse de type cash-for-work, les prix des aliments de base sur les marchés régionaux en Haïti ne devraient pas trop augmenter d'ici la prochaine récolte en juin-juillet 2010.

Une opportunité ou un problème social nouveau : le déplacement des populations vers les provinces.

La migration des populations de l'AMP vers les villes de province et le milieu rural (par crainte d'autres tremblements de terre et du fait que leurs modes de vie ont été perdus dans la capitale) a été un phénomène nouveau. Elle constitue une opportunité

pour mieux réorganiser l'habitat urbain et réduire la pression sur Port-au-Prince. Cependant, les déplacés qui ne cultivent pas la terre exercent une pression additionnelle sur la capacité d'accès aux aliments et sur les ressources naturelles comme le bois de chauffage disponibles dans les zones d'accueil. Certaines zones comme le Nord-Ouest étaient déjà en insécurité alimentaire chronique. Le nombre de déplacés de Port-au-Prince et de ses environs vers d'autres départements est difficile à connaître. Le Gouvernement estimait au 9 février ce nombre à environ 500,000 habitants, mais il a dû baisser entre temps. Les déplacés ont privilégié les directions de l'Artibonite, du Centre, du Nord, de la Grande-Anse, du Sud-est et du Sud (voir Tableau 1). Pour l'heure, le mouvement de population a tendance à se stabiliser et même à se renverser, les gens ayant tendance à revenir dans l'AMP en raison d'une part, de la reprise de l'activité économique durant les deux dernières semaines et, d'autre part, de la concentration dans cette zone des réponses au séisme (aide alimentaire, *cash for work*, emplois spécialisés (médecins, infirmiers, traducteurs, etc.). Des vendeurs par exemple qui avaient quitté le marché de Croix-des-Bossales pour des villes de province commenceraient à revenir.

Disponibilité alimentaire

Les problèmes de disponibilité alimentaire ont été atténués par les distributions massives d'aide d'urgence et par les conditions agricoles favorables dans les principales zones de production du pays. La production locale, particulièrement celle de haricot de plaines attendue à la fin de ce mois, devrait être bonne, en tout cas meilleure que celle de l'année dernière, comme le suggère la Figure 3 qui montre une végétation en général meilleure que celle de la période équivalente de 2009. Les superficies emblavées notamment dans les zones irriguées plantées en riz et haricots, ont également augmenté. Les aliments locaux particulièrement abondants sur les marchés actuellement sont les produits maraichers surtout en provenance de l'Artibonite et de l'Ouest (e.g. Kenskoff) et les citrus en provenance des montagnes humides et des plaines irriguées. On trouve également beaucoup de patate douce, de sorgho, de pois Congo et de haricot. La récolte des haricots de plaine et de plateau, prévues pour février, a déjà démarré dans certaines zones (Sud, Nord, Nippes, Centre). Les marchés de la capitale et d'autres grandes villes sont bien approvisionnés en produits alimentaires locaux et importés, sauf pour le riz importé en raison semble-t-il de l'insécurité des dépôts du marché de Croix de Bossales et de l'incertitude des importateurs face aux distributions massives du riz de l'aide d'urgence.

Les agriculteurs sont en train de préparer le sol pour la grande campagne agricole de printemps, laquelle contribue pour au moins 60% de la production annuelle. La réussite de cette campagne améliorerait la disponibilité alimentaire en maïs, haricots, pois congo, racines et tubercules, ce qui permettrait de mieux répondre à l'augmentation de la demande locale suite au déplacement de la population.

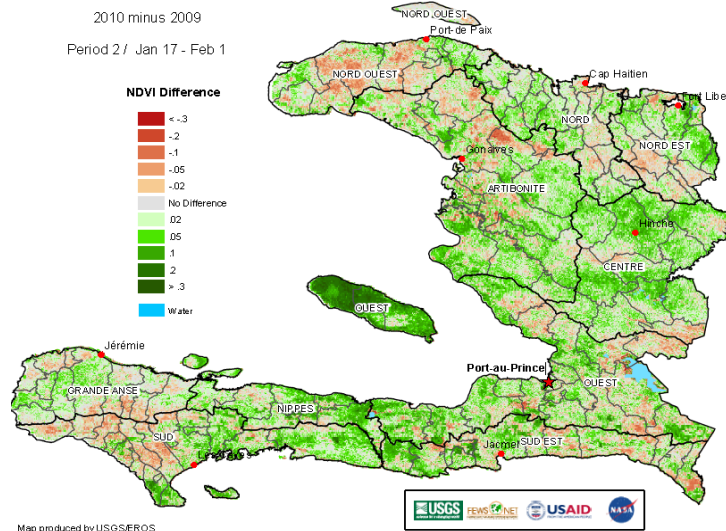
Tableau I: Estimation des personnes mortes, blessées et déplacées

Départements	Morts	Blessés	Personnes en abris	Personnes déplacées
Artibonite				162,509
Centre				90,997
Grande-Anse	9	19	45	55,167
Nippes	12	39		33,350
Nord				13,531
Nord-Est				8,500
Nord-Ouest	0	0	0	45,862
Ouest (dont Ile de la Gonaves)	211808	299803	1215790	32,253
Sud				25,532
Sud-Est	441	711	21242	
TOTAL	212270	300572	1237077	467701

Source: Département de la Protection Civile, 9 février 2010

Le séisme a beaucoup frappé les infrastructures à Léogane où 80 pourcent des habitations auraient été détruites. Les infrastructures agricoles ont aussi été endommagées : les débris des maisons détruites par le séisme et des glissements de terrain ont obstrué les canaux d'irrigation, menaçant ainsi les cultures qui devraient être récoltées dans quelques semaines. Les interventions de la FAO/CARE ont toutefois permis de débayer les canaux et ainsi de sauver les récoltes de haricots et de maïs prévues pour février et mars. D'autres actions auront des implications à moyen terme au niveau du secteur agricole. C'est le cas d'un don de 5,7 millions de dollars, destiné à améliorer la production agricole dans certaines régions pauvres du nord du pays. Octroyé par le FIDA, ce don viendra en aide à près de 18.000 familles et complètera un programme existant destiné à soutenir plus de 240.000 petits agriculteurs en leur fournissant des semences, des engrais et des outils agricoles. Il importe de mobiliser ressources et efforts rapidement pour fournir aux agriculteurs les intrants (semences et engrais) dont ils ont besoin pour réussir la campagne de printemps.

Figure 3: Images satellite comparant la végétation de la 2ème moitié de Janvier 2010 à celle de 2009 (le vert constitue une amélioration, le rouge une moins bonne verdure que 2009)



Source : USGS

Utilisation des aliments

L'aspect qui sera considéré ici est l'insalubrité du milieu, qui risque de résulter en maladies diarrhéiques susceptibles d'affecter l'utilisation des aliments par l'organisme. Le début imminent de la saison des pluies, alors qu'une bonne partie de la population déplacée ne dispose pas de tentes ou d'autres abris plus adéquats, est particulièrement préoccupant.

Les travaux de nettoyage des rues de Port-au-Prince et des autres villes affectées constituent non seulement des sources de revenus mais aussi peuvent contribuer à améliorer l'environnement immédiat des centres de déplacés un peu partout. La mise en place de dispositif de traitement d'eau dans les différents centres de déplacés et l'assainissement de certaines zones réputées insalubres rendent les conditions d'utilisation des aliments plus satisfaisantes qu'au lendemain du séisme. D'importants efforts restent néanmoins à faire pour répondre aux défis actuels. Des latrines mobiles ont été mises à la disposition des individus hébergés sur les places publiques, mais leur nombre reste très faible par rapport aux besoins d'assainissement et de salubrité du milieu de vie des populations déplacées. Il faut aussi souligner l'insalubrité des points de vente des aliments. Sur les différents marchés de la capitale (Bolosse, Martissant, Carrefour, Centre-ville, Pétion Ville, etc.), les conditions dans lesquelles les aliments sont vendus présentent un grand danger pour la santé. L'invasion des différentes zones de la capitale par des moustiques et de mouches constituent un grand danger auquel il faut s'attaquer au plus vite pour réduire les risques de maladies susceptibles de causer des maladies (malaria, diarrhée,...) et la mauvaise utilisation par l'organisme des aliments consommés. L'insalubrité du milieu de vie et des points de vente des aliments risquent de compliquer le problème surtout d'accessibilité aux aliments en y ajoutant dans les jours et semaines à venir un problème d'utilisation des aliments surtout dans la zone métropolitaine.

Il convient de souligner un autre problème de santé publique qui, bien que n'ayant pas de relation directe avec l'utilisation des aliments, n'en est pas moins important pour le développement du pays. Il s'agit dans les zones les plus affectées par le séisme des cas de troubles mentaux qui sont déjà signalés dans certains endroits par les médecins nationaux et internationaux.

Gestion des risques et des désastres

La gestion actuelle de la crise humanitaire résultant du séisme risque de faire oublier le besoin d'élaborer des plans de contingences et de pré-positionner des stocks humanitaires pour la saison pluvieuse qui vient et surtout la saison cyclonique, qui s'étend de juin à novembre. Ceci est d'autant plus urgent que la saison pluvieuse commence début mars, que les pluies devraient selon les experts être supérieures à la normale et que des centaines de milliers de gens dorment encore à la belle étoile. De façon plus générale, la vulnérabilité accrue de la population justifie plus de vigilance et une meilleure préparation

pour mieux gérer les risques traditionnels de désastres. La capacité technique et logistique d'intervention des différents partenaires, dont la Direction de la Protection Civile, devraient être renforcées pour faire face à la saison cyclonique 2010.

Recommandations

A la suite de l'analyse ci-dessus, la CNSA et FEWS NET font les recommandations suivantes au Gouvernement, aux bailleurs de fonds et aux différents intervenants sur le terrain (mairies, agences des Nations-Unies, ONGs, secteur privé, société civile):

- Intervenir davantage pour assainir les alentours des sites de déplacés et pour sensibiliser la population pour qu'elle renforce les conditions d'hygiène dans les centres d'hébergement et aux points de vente des aliments;
- Accélérer l'approvisionnement en intrants aux agriculteurs car la période de semis approche;
- Mettre plus d'accent sur l'assistance non-alimentaire, en particulier sur les abris provisoires et l'appui psychologique aux personnes sinistrées;
- Elaborer un plan de contingence et se préparer pour les prochaines pluies et la saison cyclonique 2010.